

Jonathan Laurence, Justin Vaïsse  
*Intégrer l'islam. La France et ses musulmans, enjeux et réussites,*  
Editions Odile Jacob, Paris, 2007

© Odile Jacob, 2007

---

## **Introduction : La France, fille aînée de l'islam d'Europe**

On compte environ 5 millions de musulmans en France, sur une population de 61 millions d'habitants. Sans que l'opinion publique en prenne tout à fait conscience, l'islam est devenu, au cours des dernières décennies, la deuxième religion du pays – mais cette émergence a souvent été perçue sur le mode de la juxtaposition, de l'étrangeté, voire de l'envahissement et de la menace, comme si « la France » et « l'islam » étaient, d'une façon ou d'une autre, incompatibles par essence. Or, les recherches qui ont abouti à ce livre nous conduisent à tirer une série de conclusions qui sont souvent à l'opposée de cette perception angoissée, et qu'on voudrait résumer en quelques mots au seuil de cet ouvrage.

Avec le plus grand nombre de musulmans en Europe – des musulmans dont l'intégration à la nation est, pour la plupart et depuis longtemps, une réalité – et une politique publique plus adroite qu'il n'y paraît, la France, qu'on savait « fille aînée de l'Eglise » depuis le VIII<sup>e</sup> siècle, fait désormais figure de « fille aînée de l'islam » d'Europe, le pays où les formes nouvelles de cette religion et des cultures qui lui sont associées peuvent s'épanouir dans un contexte séculier moderne, pour son plus grand bénéfice. Ce que nous voyons émerger depuis plusieurs années, c'est un islam français, pour ne pas dire gallican<sup>1</sup> (puisque'il n'y a pas d'Eglise musulmane qu'on puisse ainsi qualifier), respectueux de la laïcité et imprégné de culture politique française. L'islam de France, pour prendre une formule trop souvent répétée, a définitivement remplacé l'islam en France, et ce constat repose sur plusieurs observations.

D'abord, dans les faits, la religion musulmane est déjà intégrée aux structures socio-politiques du pays ; nous dirions presque : normalisée. Pour prendre un seul exemple, au plan local – où, le plus souvent, les choses se déroulent mieux qu'elles n'en donnent l'impression dans la sphère politique et médiatique – la désignation d'espaces de prière musulmans et la construction de mosquées à proprement parler se font de manière bien plus fluide qu'auparavant, si bien qu'aujourd'hui, ce sont les courants évangéliques, et non musulmans, qui rencontrent le plus de difficultés à implanter de nouveaux lieux de culte<sup>2</sup>. Des procédures de conciliation se mettent en place ; des relations de confiance se créent entre élus municipaux et responsables associatifs ou religieux musulmans ; et dans de très nombreuses agglomérations françaises, les fidèles finissent par prier dans des lieux décents, qui remplacent les caves des années 1980 et 1990.

Ensuite la France, c'est-à-dire l'Etat français, a mis en place une politique d'intégration de l'islam à la fois accueillante et ferme – voire dans certains cas, répressive. Cela n'a nullement été le fruit d'une réflexion d'ensemble, d'un plan centralisé sur plusieurs années dû à un seul

---

<sup>1</sup> Cf. Etienne, Bruno, *La France et l'islam*, Paris, Hachette, 1989.

<sup>2</sup> Guénois, Jean-Marie, Entretien avec Didier Leschi, chef du Bureau central des Cultes au ministère de l'Intérieur, « Les évangéliques rencontrent le plus de difficultés », *La Croix*, 26 octobre 2006.

acteur, mais bien plutôt le résultat d'une suite hétéroclite de tâtonnements, d'intuitions, d'essais et d'erreurs, de redécouverte des traditions françaises dans ce domaine, mais aussi d'efforts poursuivis d'un même mouvement par la droite et par la gauche (comme pour la mise en place du Conseil français du culte musulman ou CFCM). Quoi qu'il en soit, la politique publique qui en a résulté a abouti à préciser les règles du jeu de la laïcité, à offrir un cadre d'exercice plus clair de la religion, mais aussi à rassurer une partie de la population française (cf. les chapitres 5, 6, et 7).

Venons-en enfin à l'essentiel : les musulmans français. Issus dans leur quasi-totalité des vagues d'immigration de la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle (directement ou indirectement), ils cumulent les différences réelles ou supposées : originaires d'un autre continent, appartenant à d'autres groupes ethniques que celui de la majorité du pays, et professant une autre foi, l'opinion publique ne les accepte pas toujours facilement. Et pourtant, à en croire les études d'opinion de plus en plus nombreuses citées dans cet ouvrage, et pour reprendre une chanson célèbre, « tout ça, ça fait d'excellents Français » : sondage après sondage, les musulmans plébiscitent la France, disent leur confiance en l'avenir de la démocratie dans le pays (à un niveau plus élevé que les autres groupes), et affirment leur attachement à la laïcité et aux institutions françaises, notamment l'école publique. En retour, sur le long terme et malgré des fluctuations passagères, les signes d'une acceptation croissante de l'islam par la population française se confirment.

Cela ne veut évidemment pas dire que tout va bien. Mais avant d'énumérer les problèmes réels qui se posent, rappelons ici que le rôle de la recherche en sciences humaines – lorsqu'elle s'attache, comme c'est le cas dans ce livre, à offrir un tableau d'ensemble, une synthèse – est de tracer les lignes de force d'une situation donnée, de rendre compte des évolutions majoritaires, avec un certain recul historique. Les médias s'intéressent, par vocation, aux trains qui arrivent en retard, et tendent par conséquent à peindre un tableau inquiétant de la réalité. Quant aux élites politiques, certaines font profession de dramatiser les problèmes liés à l'islam de France à des fins électorales. Nous nous attardons nous aussi sur les problèmes qui se posent, dans chacun de nos chapitres, mais non sans avoir constaté que les dynamiques les plus lourdes vont dans le bon sens, bref : qu'une majorité des trains de l'islam français arrivent à l'heure, et que c'est là une bonne nouvelle pour le pays.

Venons-en aux évolutions négatives ou préoccupantes. Il y a d'abord un énorme problème social, souvent désigné comme « problème des banlieues », qui serait plus justement désigné comme « problème des quartiers sensibles » ou « des cités », et qui, sans se confondre avec celui de l'islam, n'est pas dénué de rapport avec lui. On bute ici sur deux problèmes : celui de savoir qui est « musulman », si cette désignation est strictement religieuse ou plus englobante – problème qui sera traité plus bas – et celui de comprendre les liens entre islam et espaces d'exclusion sociale. Comme le note Olivier Roy dans sa préface, « islam » et « banlieue » forment un couple infernal, et l'assimilation fautive (de plus en plus fautive, en fait) de l'un à l'autre cause beaucoup de tort à la compréhension des phénomènes en jeu. Il n'en reste pas moins que la structure sociale des musulmans de France, héritée de l'histoire – une immigration massive et très peu qualifiée – aboutit à ce qu'une grande partie d'entre eux vivent dans les cités et quartiers difficiles et souffrent de façon disproportionnée des problèmes sociaux constatés dans ces espaces : fort chômage et désœuvrement, échec scolaire, dislocation des structures familiales, etc. (cf. chapitre 1). Des tendances au repli, au rejet de la société extérieure, et même à l'uniformisation ethnique, sont constatées dans certains quartiers. C'est dans ce domaine que la France connaît assurément le plus grand échec de son modèle.

Le second problème le plus préoccupant est celui des discriminations. Là encore, les liens avec l'islam en tant que religion sont faibles : la xénophobie touche les Arabes, les Noirs et les Turcs, voire les habitants de telle ou telle cité en général, avant de toucher les musulmans. Mais une grande partie de ces populations sont musulmanes, et les préjugés anti-islam sont par ailleurs très répandus, de sorte que cette distinction analytique n'est pas d'un grand secours (cf. chapitre 2). De fait, si les musulmans français plébiscitent leur pays dans les enquêtes d'opinion, ils s'empressent de se plaindre, dans le même temps, des discriminations répétées qu'ils y subissent – à l'emploi, au logement, à l'entrée des boîtes de nuit, etc. Or, ces discriminations agissent comme un acide insidieux et finalement mortel sur l'intégration à la République, puisqu'elles font mentir, dans les faits, la promesse d'égalité et d'universalité issue de la Révolution française. A quoi bon savoir que la République vous considère comme un citoyen parfaitement égal aux autres, quelle que soit votre couleur de peau, votre origine et votre religion, et jamais comme le membre d'une minorité, si votre agence immobilière et votre employeur potentiel, eux, le font ?

On touche là l'une des clefs du problème d'intégration, et la raison pour laquelle ce concept d'intégration lui-même pose parfois problème (cf. la discussion dans le chapitre 1) : quand la France se regarde dans son miroir imaginaire, elle se voit blanche et catholique, ou non-croyante. En fait, elle est devenue diverse, et elle l'est de plus en plus ; il suffit pour le constater de prendre le métro ou, de façon plus révélatrice encore, d'aller visiter une école publique dans l'une des grandes agglomérations du pays ou à sa périphérie. Mais le réflexe qui associe « Français » et « Blanc », plutôt que « Français » et « citoyen », reste omniprésent. Or, les idéaux universalistes de la République n'ont à voir ni avec la couleur de la peau, ni avec la religion. Pour la France, s'accepter diverse sur le plan ethnique et religieux ne remet en question son identité que si elle se représente elle-même comme une nation blanche et chrétienne, et non pas comme une nation « idéelle ». En d'autres termes : que si elle trahit ses propres idéaux.

A ces phénomènes quotidiens de discrimination s'ajoutent des problèmes d'image de l'islam, en raison des formes radicales ou fondamentalistes qu'il peut prendre à l'étranger et à l'occasion en France, et d'une réinterprétation tendancieuse de la laïcité. Ainsi, les incidents impliquant des musulmans en milieu hospitalier, ou à l'école publique, autour des rapports hommes / femmes, ont fait couler beaucoup d'encre, et quelques-uns à juste titre. Mais combien s'expliquent véritablement par l'islam ? Une poignée seulement. A l'inverse, les auteurs de ce livre ont pu constater à quel point les suspensions étaient profondes : on ne compte plus les incidents mis à tort sur le dos sur l'islam en raison de la prégnance d'une image médiatique négative. Qu'un mari ait maille à partir, pour quelque raison que ce soit, avec un médecin qui traite son épouse : si c'est un « Français de souche », on dira qu'il a le sang chaud ; si c'est un Français arabe (musulman, chrétien ou autre), on expliquera tout de suite que c'est parce que l'islam impose la ségrégation hommes / femmes. Bref, dès qu'il s'agit d'islam, « le sens précède la connaissance », comme disait Claude Lévi-Strauss : on pense les musulmans sous des formes préconçues, avec un omniprésent prêt-à-penser médiatique.

D'où également une exigence souvent disproportionnée à l'égard de l'islam, qui constitue plus souvent une trahison de la laïcité et de la liberté de conscience garantie par la République que l'application de celles-ci. Ainsi, on demandera aux musulmans non seulement de ne pas envoyer leurs filles avec un foulard à l'école publique, mais également d'afficher leur approbation de la loi de 2004 dans leurs convictions politiques, sans quoi ils ne seraient pas

vraiment « laïcs ». Mais demande-t-on, par exemple, aux catholiques d'approuver la loi légalisant l'avortement ? On leur demande seulement de la respecter – tout comme les musulmans français qui, une fois la loi de 2004 adoptée, l'ont respectée.

L'islam de France connaît d'autres problèmes, évoqués dans ce livre. L'antisémitisme est plus répandu parmi les musulmans que dans le reste de la population, et le chapitre 9 tente de faire le point sur cette question compliquée des relations entre la plus grande communauté juive d'Europe et sa plus grande communauté musulmane, qui sont toutes deux partie intégrante de la France – depuis longtemps le pays le plus divers d'Europe.

Quant au phénomène de radicalisation terroriste qui touche une très mince fraction des musulmans du pays, quelques dizaines par an sur cinq millions d'entre eux, toujours en marge des réseaux de culte ordinaires, le chapitre 10 lui est consacré. Comment devient-on, en France, un terroriste islamiste ? Evoquer « les ratés de l'intégration » ne suffit pas : l'alchimie qui a créé un Khaled Kelkal, un Zacarias Moussaoui ou un Abdel Halim Badjoudj (le premier kamikaze français mort en Iraq) fait intervenir l'idéologie aussi bien que la politique, la sociologie, la religion et, par-dessus tout, les problèmes d'identité. Si l'on ne déplore, depuis 1995, aucun attentat semblable à ceux perpétrés à Madrid (2004) ou à Londres (2005), c'est peut-être que les choses ne vont pas si mal en France – c'est aussi que le dispositif antiterroriste français est très performant, ce qui a pour effet d'empêcher les attentats, et donc leurs effets induits dévastateurs sur l'image des musulmans français ; c'est ainsi que la politique de sécurité doit être vue comme une composante de la politique publique d'intégration de l'islam, en dépit de ses débordements occasionnels.

Il reste qu'au terme de notre recherche, dont les résultats ont d'abord été publiés aux Etats-Unis en août 2006, le tableau d'ensemble de l'islam en France nous paraît globalement encourageant, surtout lorsque l'on prend un certain recul historique et géographique. Alors que nous finissions la révision des dernières épreuves, en juin 2006, une vaste étude d'opinion comparative sur les musulmans d'Europe a été publiée par le Pew Research Center<sup>3</sup>. Ce sondage confirmait d'autres études de ce type et la plupart de nos hypothèses, faisant ressortir la situation singulière de la France en Europe. Un exemple : 46 % des musulmans français se considèrent d'abord musulmans, et 42 % d'abord Français. A première vue, ce résultat pourrait paraître inquiétant. Mais il prend davantage de sens en comparaison avec les musulmans d'autres pays européens : pour l'Allemagne, les chiffres sont respectivement de 66 % et 13 %, pour la Grande-Bretagne de 81 % et 7 %, pour l'Espagne de 69 % et 3 %... tandis qu'aux Etats-Unis, pour remettre les choses en perspective, 42 % des sondés se considèrent d'abord chrétiens et 48 % d'abord américains. Surtout, ce sondage – contrairement à d'autres que nous citons dans le livre – ne permet pas de rendre compte de la diversité des identités et de leur articulation. Or, comme nous le montrons, l'écrasante majorité des musulmans français se sentent à la fois français et musulmans... mais aussi marseillais ou lillois, informaticiens ou cheminots, de la classe moyenne ou de la classe ouvrière, etc.

Le sondage du Pew Center apporte d'autres enseignements encore. 78 % des musulmans français estiment que leurs coreligionnaires veulent adopter les « coutumes » et la « façon de vivre » du pays : ce taux n'est que de 41 % en Grande-Bretagne et 30 % en Allemagne. Surtout, aux yeux de 72 % des musulmans français, il n'y a pas de contradiction entre le fait

---

<sup>3</sup> Pew Center, « Muslims in Europe: Economic Worries Top Concerns About Religious and Cultural Identity », 7 juin 2006, accessible à l'adresse <http://pewglobal.org/reports/display.php?ReportID=254> (consultée le 1er novembre 2006).

d'être un musulman pratiquant et le fait de vivre dans une société moderne (le reste de l'opinion publique française est d'accord à 74 %). En revanche, seuls 57 % des musulmans allemands (26 % des Allemands en général) et 49 % des musulmans britanniques (35 % des Britanniques en général) estiment que cette contradiction n'existe pas. S'il existe un problème d'antisémitisme chez certains musulmans de France, comme nous l'avons évoqué plus haut, la situation paraît loin d'être aussi problématique qu'ailleurs, en Europe et dans le monde. Dans la population française en général, respectivement 87 % et 86 % des sondés ont une bonne image des chrétiens et des juifs. Ces chiffres sont de 91 % et 71 % chez les seuls musulmans français, alors qu'ils ne sont que de 69 % et 38 % chez les musulmans allemands, ou encore 71 % et 32 % chez les musulmans britanniques (88 % et 77 % aux Etats-Unis en général). Enfin, si l'opinion publique française en général est parfois méfiante des musulmans et s'interroge sur leur volonté d'intégration, sur le moyen terme, ceux qui jugent que l'immigration d'Afrique du Nord est une bonne chose est passée de 44 % en 2002 à 58 % en 2006.

Au cours de notre enquête sur la France et ses musulmans, d'autres considérations sont périodiquement ressorties, et plusieurs d'entre elles ont trait à l'histoire. Ainsi, en prenant un peu de recul, on est frappé par la rapidité de l'apparition d'environ cinq millions de musulmans en France : ce processus s'est fait sur le cours de quatre décennies tout au plus<sup>4</sup>. Si l'on ajoute à cela le fait que l'immigration d'Afrique du Nord était, dans l'ensemble, très peu qualifiée, comment imaginer que l'intégration se ferait du jour au lendemain ? Contrairement à la situation observée dans d'autres pays comme les Etats-Unis, où les musulmans sont très bien intégrés – mais suite à une immigration aisée et de haut niveau culturel – les enfants et petits-enfants d'immigrés doivent gravir l'échelle sociale en partant de tout en bas. Et tout cela dans un contexte où les Trente Glorieuses ont fait place aux « Trente Piteuses », le marché du travail ne jouant plus le rôle de brassage et d'intégration qu'il assurait auparavant. Bref, les succès et les échecs de l'intégration, et les attentes qui sont parfois exprimées, doivent aussi être remis en perspective historique.

Même dans ces conditions, nous sommes souvent tombés sur un phénomène insuffisamment documenté, mais dont il existe des signes anecdotiques de plus en plus nombreux, et dont la portée est très grande : l'apparition d'une classe moyenne musulmane substantielle en France, d'une véritable « bourgeoisie » pour reprendre le titre d'un livre du regretté Rémy Leveau et de Catherine Wihtol de Wenden<sup>5</sup>. Dans tous les domaines, les enfants et petits-enfants d'immigrés réussissent et impriment leur marque, par exemple dans le domaine intellectuel où les élites d'origine musulmane étaient jusqu'ici peu nombreuses.

Autre considération qui fera peut-être figure d'évidence : loin d'être figée, et de constituer une sorte de bloc invariant par rapport auquel les musulmans devraient se situer, la société française est elle-même en mutation constante. Et certaines de ses évolutions exercent des effets secondaires bien réels sur les problèmes d'intégration, par exemple sa réaction à la globalisation et ses interrogations sur ce qui constitue l'identité française (cf. chapitre 2). On trouve par ailleurs, au sein de la société civile, de plus en plus de personnalités et d'organisations qui prennent conscience de la nécessité d'adapter les perceptions et les actions

---

<sup>4</sup> Cette arrivée rapide et massive ne doit pas faire oublier des siècles de contacts de la France avec les pays musulmans et de présence (modeste) de musulmans en France – cf. Arkoun, Mohammed (dir.), *Histoire de l'islam et des musulmans en France du Moyen Age à nos jours*, Paris, Albin Michel, 2006 et Sellam, Sadek, *La France et ses musulmans (1895-2005)*, Paris, Fayard, 2006.

<sup>5</sup> Leveau, Rémy, Wihtol de Wenden, Catherine, *La Bourgeoisie : les trois âges de la vie associative issue de l'immigration*, Paris, CNRS Editions, 2001.

collectives à la nouvelle donne d'une France diverse, et de lutter contre les discriminations en particulier – de Sciences Po Paris à l'Institut Montaigne, en passant par de nombreuses entreprises qui signent la « Charte de la diversité ».

Tout cela sans même évoquer les efforts de l'Etat et de ses différentes composantes (l'armée par exemple), étudiés notamment dans les chapitres 2 et 7. A cet égard, le fameux « modèle français » de citoyenneté présente à la fois des atouts et des obstacles pour l'intégration. Des atouts, car il offre à tous les citoyens, par son universalisme, une promesse d'appartenance indivise à la nation. Des obstacles, dans la mesure où il empêche de prendre en compte, pour y remédier, les différences ethniques, voire religieuses, autour desquelles s'articulent pourtant le racisme et les discriminations au quotidien. Toutefois, il nous semble que les atouts demeurent plus décisifs que les obstacles, qu'il est relativement facile de contourner, comme en témoigne le dispositif des ZEP mis en place depuis 1981. C'est d'autant plus vrai lorsque la société civile prend davantage conscience de l'importance de s'ouvrir aux générations issues de l'immigration et favorise spontanément, sans qu'il y ait besoin de programme étatique révolutionnaire, leur insertion dans tous les domaines – et qu'elle fait reculer les discriminations.

Pour finir ces remarques introductives, quelques indications sur le présent ouvrage : d'où vient-il et que raconte-t-il ? Par divers aspects, et toute considération de modestie mise à part, ce livre a un côté *Lettres persanes* sur l'islam de France, car il a été co-écrit par un étranger à ce pays et un étranger à ce sujet. L'un de nous est Américain, spécialiste de ce domaine, et qui a notamment consacré sa thèse de sciences politiques aux processus d'institutionnalisation de l'islam en Europe. L'autre est un Français étranger au sujet, jusque là tout au moins, un historien dont le domaine de spécialité est les Etats-Unis. Bref, deux regards extérieurs, deux regards neufs, pour tenter d'offrir une description synthétique et inédite du processus d'intégration de l'islam en France.

Notre objectif premier a été de dresser un portrait social, religieux et politique des musulmans de France, de rendre compte de la façon dont ils sont désormais intégrés au paysage national, de la façon dont ils vivent (ou non) leur foi, de la façon dont ils s'organisent, dont ils se mobilisent, dont ils perçoivent leur différence avec le reste de la société et dont la société les perçoit (première partie, chapitres 1 à 4). Notre second objectif a été d'exposer et d'évaluer les politiques publiques conduites en France depuis une trentaine d'années, en s'attardant en particulier sur deux mesures importantes, la « loi sur le voile » de 2004 et la création du Conseil français du culte musulman (CFCM) en 2002-2003 (deuxième partie, chapitres 5 à 7). Notre troisième objectif a consisté à offrir un point de vue nouveau sur les divers aspects politiques de l'intégration de l'islam en France, domaine qui reste largement inexploré. Nous nous attardons en particulier sur le poids, réel ou fantasmé, de l'électorat musulman, sur l'impact des musulmans français sur la politique étrangère de leur pays, sur la question des relations entre communautés juive et musulmane de France, enfin sur la question du terrorisme islamiste – sans oublier la dimension européenne de toutes ces questions (troisième partie, chapitres 8 à 10).

Ce qu'on ne trouvera pas dans ce livre en revanche, ce sont des considérations portant sur l'islam en tant que religion – aucun de nous n'est islamologue, et ce n'était pas là l'objet de notre recherche. Faisons d'ailleurs amende honorable quant au titre finalement retenu : « intégrer l'islam ». Il n'existe évidemment aucune essence de l'islam à intégrer. L'islam est construit et incessamment transformé par des pratiques diverses et variées en France et de par le monde. D'un certain point de vue – celui du sociologue ou du politologue – « l'islam »

n'existe pas : c'est ce que les musulmans en font. Ou, si l'on s'intéresse à certaines pratiques quotidiennes, pour citer Dounia Bouzar, « ce qui importe ici, ce n'est pas ce que dit le Coran, mais ce que les musulmans 'disent que le Coran dit' », et la façon dont ils choisissent d'agir et de se situer, ou de ne pas agir et de refuser de se situer, par rapport à cette interprétation<sup>6</sup>. L'une des considérations les plus importantes que ce livre voudrait faire partager, c'est qu'il existe des dizaines de façons d'être musulman en France. L'un de nos regrets est d'ailleurs de n'avoir pu offrir davantage de place – pour garder à cet ouvrage une taille raisonnable – aux expériences vécues, aux récits de vie, aux entretiens réalisés sur le terrain, qui auraient permis de rendre nos considérations plus concrètes et de faire ressortir cet élément de conclusion essentiel : la très grande diversité des musulmans de France.

Cette diversité est si grande qu'on peut estimer l'expression « la communauté musulmane française » erronée, si l'on entend par communauté davantage que la seule existence d'une caractéristique commune comme base de désignation d'un groupe – et nous n'employons dans ce livre ladite expression qu'au sens le plus plat, par commodité. En réalité, « la communauté musulmane » de France apparaît si profondément divisée qu'elle est le plus souvent introuvable : certains musulmans de France sont Français, d'autres étrangers ; certains sont immigrés<sup>7</sup>, d'autres enfants ou petits-enfants d'immigrés, d'autres rien de tout cela ; certains font remonter leurs origines proches ou lointaines vers le Maroc, d'autres vers le Mali, d'autres vers la Turquie, d'autres vers la France et de multiples autres pays ; certains sont croyants, d'autres pas ; certains sont pratiquants, d'autres pas, ou occasionnellement ; certains se définissent comme musulmans, d'autres pas ; certains appartiennent à la classe moyenne, d'autres à la classe ouvrière ; certains sont de droite, d'autres sont de gauche ; etc. Surtout, cette « communauté » ne possède aucune forme d'organisation nationale unifiée. Le chapitre 4 décrit « le paysage fragmenté de l'islam de France », au premier chef les grandes fédérations – mais le seul lieu où se retrouvent ces organisations a été institué par l'Etat et sa vocation reste purement culturelle : c'est le CFCM (cf. chapitre 5).

Ce qui conduit naturellement à la question de savoir ce que nous entendons par « musulman » dans ce livre. Si notre objet d'étude est religieux et culturel, pourquoi évoquer « 5 millions de musulmans », alors que seule une partie d'entre eux s'identifient comme tels, et qu'une partie plus modeste encore pratiquent leur foi ? Pourquoi aborder les problématiques économiques et sociales, ne pouvait-on plutôt faire un livre sur « les résidents français issus de l'immigration maghrébine, africaine et turque » ? Est-ce que nous ne succombons pas à une tendance condamnable (pire encore : américaine) à considérer le religieux comme principe organisateur de la vie sociale et politique, la dimension qui détermine les autres, faisant mentir la liberté du sujet et le refus d'essentialisation de l'islam proclamés un peu plus haut ?

Les musulmans de France dont il est question dans notre livre sont en fait les « musulmans potentiels », les « personnes d'origine musulmane », celles dont une partie des ascendants directs sont présumés musulmans en raison de leur origine, auxquelles on rajoute les convertis d'origine européenne. Parmi ces « musulmans sociologiques », nous incluons donc des personnes qui ne se décriraient pas comme musulmanes, qui sont peut-être athées ou d'une autre religion, ou simplement des citoyens qui ne veulent pas se situer par rapport à cette question, et qui seraient à bon droit mécontentes qu'on le fasse quand même. Cette définition large, ce filet trop vaste a cependant le mérite de ne laisser de côté aucun musulman, et d'obliger à prêter attention à la diversité de « la communauté musulmane » de France, de tous

---

<sup>6</sup> Dounia Bouzar citant Olivier Roy (*L'islam globalisé*, Paris, Seuil, 2002), in Bouzar, Dounia, « *Monsieur islam* » n'existe pas - Pour une désislamisation des débats, Paris, Hachette, 2004.

<sup>7</sup> Un immigré est une personne née à l'étranger de parents étrangers, qu'elle soit française ou non.

ceux qui revendiquent une attache quelconque avec cette étiquette. Nous consacrons le chapitre 3, « les mille et une façons d'être musulman en France », à ces questions complexes de religion, d'identité et de culture, et mentionnons les exemples révélateurs du « Conseil français des musulmans laïcs » et du « Conseil des démocrates musulmans de France », créés en réaction au CFCM, et qui veulent assurer une représentation politique aux musulmans non religieux, à tous les « musulmans culturels ». De fait, sur la radio publique France Culture, une émission hebdomadaire s'intitule « Cultures d'islam » : animée par Abdelwahab Meddeb, un intellectuel connu pour ses prises de position critiques envers les « retards » et les « maladies » de l'islam, elle s'intéresse à tous les aspects des cultures françaises ou étrangères liées à l'islam, avec ou sans référent religieux.

Ecrire un livre sur les « musulmans » de France plutôt que sur « les immigrés et leurs descendants » s'inscrit par ailleurs dans une évolution historique bien connue : la dimension religieuse et culturelle a gagné en importance depuis une quinzaine d'années, en France comme dans le reste du monde. Il est désormais classique de distinguer trois types successifs d'identité parmi les immigrés du Maghreb, d'Afrique et de Turquie et leurs enfants, s'incarnant dans trois catégories de revendications et trois séries d'associations ou fédérations (voire la figure 3-9 dans le chapitre 3)<sup>8</sup>. A la génération des « travailleurs immigrés » de la décennie 1970 a succédé, dans les années 1980, celle des « Beurs », mobilisés autour des problèmes politiques et sociaux, qui a elle-même cédé la place, dans les années 1990 et 2000, à celle des « musulmans », aux revendications culturelles et religieuses plus affirmées – et c'est à ce troisième âge que nous nous intéressons plus particulièrement dans cet ouvrage. D'ailleurs nombre de musulmans, pratiquants ou non, avec qui nous nous sommes entretenus, s'étonnent eux-mêmes d'employer une expression comme « en tant que musulman français... » qu'ils n'auraient jamais pensé utiliser dix ans plus tôt.

Pour finir, s'il reste incontestable que les problèmes « purement culturels et religieux » et les problèmes « purement socio-économiques » doivent être soigneusement distingués sur le plan analytique (ainsi, les violences urbaines de novembre 2005 n'avaient rien à voir avec l'islam, et tout à voir avec les conditions de vie dans les quartiers sensibles), leur articulation, par exemple autour des problèmes d'identité et de discrimination, est par trop évidente pour qu'on n'offre pas un tableau aussi complet que possible de la condition sociale et économique des musulmans de France. Si l'on regarde du côté des grandes politiques publiques, la création du CFCM a parfois été pensée comme un geste, un gage de reconnaissance non pas seulement envers les musulmans pratiquants, mais aussi envers les populations issues d'Afrique et du Maghreb en général. Et à l'inverse, du côté des populations concernées, la « loi sur le voile » est parfois évoquée, y compris parmi les moins religieux, comme un exemple supplémentaire des discriminations qui les touchent collectivement (une loi « néo-coloniale »).

Qu'on l'accepte ou non, l'islam s'est imposé au centre des perceptions collectives des problèmes de minorités. « Lorsque les Français [...] répondent à des questions sur l'intégration, ils répondent en fait subjectivement d'abord à des questions sur l'islam et les musulmans », constatent Sylvain Brouard et Vincent Tiberj dans la grande enquête du CEVIPOF conduite en 2005<sup>9</sup>. Ainsi, dans leurs sondages, les personnes interrogées et qui ont une opinion négative de l'islam sont de 20 points plus pessimistes que les autres sur les capacités d'intégration des immigrés dans la société française ; ce sont aussi celles qui estiment que les immigrés sont responsables des difficultés d'intégration, et non pas la

---

<sup>8</sup> Leveau, Wihtol de Wenden, *La Beurgeoisie*, *op. cit.*

<sup>9</sup> Brouard, Sylvain, Tiberj, Vincent, *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005, p. 113.

société. Ce sont enfin celles qui sont les plus pessimistes sur l'avenir de l'intégration en général, alors que les personnes les plus positives sur l'islam sont les plus optimistes sur son avenir. On trouve exactement la même corrélation (une bonne image de l'islam entraîne un optimisme sur l'avenir de l'intégration) chez les Français issus de l'immigration maghrébine, africaine ou turque. « L'islam, concluent Brouard et Tiberj, est aujourd'hui la pierre angulaire autour de laquelle s'articule la problématique des minorités et de l'intégration<sup>10</sup> ».

Notre espoir, c'est que ce livre synthétique apportera une meilleure connaissance des musulmans de France, dans leur diversité, à tous ceux que le sujet intéresse ou préoccupe dans la population, et contribuera à dissiper quelques mythes et malentendus, tout en apportant des éléments nouveaux et solides sur les débats politiques tournant autour de l'intégration. Il ne nous semble pas exagéré d'estimer qu'au regard de l'histoire, cette question générale de « l'intégration », y compris – mais, on l'a bien compris, pas uniquement – dans sa dimension religieuse et culturelle, est celle qui compte le plus pour l'avenir du pays sur le long terme. C'est celle que les historiens du futur, se retournant sur ces quelques décennies, jugeront essentielle pour comprendre dans quelles conditions la France est devenue un pays divers tout en gardant son unité, en réalisant pleinement sa vocation universaliste. Il n'y a aucun doute : l'islam transforme la France, mais peut-être en lui faisant redécouvrir ses propres idéaux et s'accomplir un peu plus elle-même, et la France transforme l'islam, mais peut-être en lui offrant une des chances les plus fécondes d'épanouissement moderne.

---

<sup>10</sup> *Id., Ibid.*, p. 114.